



Déclaration préalable CTSD du 6 septembre 2013

Il y a un an on nous promettait du changement : plus de dialogue, la priorité à l'éducation et l'amélioration des conditions de travail.

Pour le dialogue : ne pas avoir entendu que la réforme des rythmes, telle qu'envisagée, engendrerait plus de désordre et d'inégalités, amène aujourd'hui plus de tensions sur le terrain qu'une amélioration prévisible des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels. Nous vous avons interpellé lors des derniers CTSD et CDEN sur deux principes fondamentaux : la gratuité et la laïcité. Force est de constater que les dispositifs validés les remettent en cause puisque dans les écoles, les TAP sont payants pour les familles. C'est inacceptable.

Pour la priorité à l'éducation : Cette année scolaire commence sur le terrain dans des conditions de stress rarement atteintes. Les arbitrages de rentrée que vous allez rendre confirmeront les choix rectoraux et ministériels. Parents, élus, enseignants ne s'y trompent pas. C'est bien la maltraitance du service public d'éducation de proximité qui continue. Les recours au tribunal administratif le prouvent. Les familles, les collectivités cherchent à faire valoir le droit à une éducation de qualité contre une politique éducative strictement comptable. Le Jura a perdu près de 200 postes en 10 ans et la curée va continuer si le gouvernement persiste dans la politique de rigueur dans laquelle il englué toute rénovation d'ampleur du système éducatif.

La semaine prochaine le recteur prévoit de venir visiter une classe jurassienne. Pourquoi faire? Pour discuter des conditions de scolarisation à 27,5 par classe ? De la prise en compte des 2 ans dans les ZRR ou zones de montagne ? De l'application de la circulaire du 29 juin 1994 ? Ou pour constater que le département n'a eu aucun des postes distribués pour l'accueil des moins de 3 ans ou les maîtres surnuméraires ? D'ailleurs l'application de la formule « plus de maîtres que de classes », en plus d'être marginale, réaffirme, dans sa mise en œuvre, les logiques libérales du pilotage et des contractualisations avec, en plus, la recrudescence des recrutements sur postes à profil. Nous reconnaissons que le budget a marqué une inflexion, il reste cependant très en deçà des besoins et nous sommes bien loin des changements immédiats attendus par les personnels. La 1ère étape de la « refondation » reste à la fois décevante et porteuse de régressions, comme le confirme notamment la circulaire de rentrée 2013.

Pour les conditions de vie et de travail des collègues : elles se dégradent toujours plus, rien de surprenant donc que le bilan social du ministère fasse apparaître que le nombre de congés ordinaires maladie continue d'augmenter pour les enseignantes et les enseignants (surtout pour celles et ceux qui exercent en "éducation prioritaire"). La gestion de la carte scolaire a provoqué cette année encore une augmentation du stress pour les collègues, les parents et les élus.

Pour finir on nous promet une réforme des retraites qui laisserait les personnels exsangues. Un enseignant commençant sa carrière ces jours à 26 ans pourra faire valoir ses droits à pension complète à 69 ans. Voilà ce que propose le gouvernement et ceux qui, tcitement ou ouvertement, acceptent cette « réforme ».

Le gouvernement doit changer de cap, en finir avec l'austérité qui étrangle les services publics et les personnels. Les enseignants seront en grève aux côtés des salariés du public et du privé le 10 septembre convaincus qu'il existe d'autres modes de gestion des élèves et du service public d'éducation, d'autres modes de financement du régime des retraites que celui qu'on veut leur imposer, d'autres moyens pour permettre à tous de travailler et vivre mieux.

Les représentants de la FSU du Jura